

Quel tournant ? Chien de garde des fossiles, l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) pose les pièges du « zéro émissions nettes »

mardi 8 juin 2021, par [TANURO Daniel](#) (Date de rédaction antérieure : 5 juin 2021).

Depuis sa création en 1948, l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) est le chien de garde du grand capital fossile. En dépit des avertissements des scientifiques, elle continue imperturbablement, depuis des décennies, à produire des documents qui laissent la bride sur le cou aux multinationales énergétiques et conduisent dès lors tout droit à la transformation de la catastrophe climatique en cataclysme. Or, voilà maintenant que l'Agence sort un rapport spécial qui plaide pour une réduction sévère et très rapide de la combustion de charbon, de pétrole et de gaz naturel [1].

Sommaire

- [Un tournant se confirme](#)
- [Un échéancier radical](#)
- [« Neutralité carbone » signifi](#)
- [Les subterfuges du capitalisme](#)
- [Le diable est dans les détails](#)
- [Maquiller le dépassement \(...\)](#)
- [Il est grand temps de déconfir](#)

S'inscrivant dans le cadre de l'accord de Paris, l'AIE plaide pour un « tournant radical » en faveur d'un système énergétique dominé très largement par les renouvelables. C'est le seul moyen, admet-elle soudain, de combler le fossé entre les engagements des gouvernements et la trajectoire à suivre pour atteindre le « zéro émissions nettes » en 2050, avec une chance sur deux de ne pas dépasser le 1,5°C de réchauffement.

Un tournant se confirme

Le tournant du discours est indiscutable, et il aura un impact car l'AIE influence grandement les politiques énergétiques nationales. Comment l'expliquer ? Ce rapport est un signe supplémentaire et particulièrement significatif du fait que les cercles dominants du grand capital et de ses responsables politiques ne peuvent plus nier la gravité du basculement climatique en cours, ses effets boomerang sur les profits et... le risque majeur de perte de légitimité systémique qui en découle, en premier lieu dans la jeunesse.

La réorientation symbolisée par le ralliement de Joe Biden à l'accord de la COP21 n'est donc pas un phénomène isolé. La crise ouverte par la pandémie accélère le mouvement en mettant les responsables devant le choix : quelle relance ? Dans les mois qui viennent, en particulier à la COP26, on les verra faire assaut de promesses « ambitieuses » visant à verdir l'économie par les lois du

marché. L'AIE leur donne des munitions. Son scénario, prétend-elle, permettrait de sauver le climat (sans dépassement temporaire du 1,5° dit l'AIE), de relancer la croissance du PIB (4% par an, selon l'AIE), de réduire la consommation globale d'énergie (de 8%), de créer vingt-cinq millions d'emplois nets et de réduire la pauvreté (accès universel à l'énergie en 2030)... Etc, etc.

Les gouvernements y puiseront de quoi nous en mettre plein la vue, ce sera un vrai festival du *greenwashing* et de la récupération. Message implicite : nous vous avons compris, ne craignez rien, la situation est sous contrôle. En vérité, la situation est moins que jamais sous contrôle, comme en témoignent notamment - exemples parmi d'autres, hélas ! - une nouvelle étude qui estime que la calotte du Groenland est au bord de la désintégration [2], la ruée sur les ressources fossiles de l'Arctique [3] et la hausse continue des émissions mondiales tirées notamment par celles de la Chine [4] ? Dans ce contexte, il s'agit pour les mouvements sociaux de dénoncer les discours lénifiants et de déconfiner vigoureusement la lutte pour le climat. La responsabilité des syndicats, en particulier, est grande, car les promesses de création massives d'emplois par la « transition juste » à la sauce AIE ont pour but de les enchaîner au « capitalisme vert ».

Un échéancier radical

On ne peut nier la radicalité des propositions de l'AIE en ce qui concerne la réduction de l'usage des fossiles. Elle ressort assez clairement de l'échéancier des mesures mises sur la table :

- 2021 : interdiction d'encre développer de nouveaux champs pétroliers et gaziers, d'ouvrir de nouvelles mines de charbon, d'étendre des mines de charbon existantes, d'autoriser la construction de nouvelles centrales au charbon ;
- 2025 : interdiction d'encre vendre des chaudières à combustibles fossiles ;
- 2030 : abandon du charbon dans les économies « avancées » ; installer chaque année 1020 GW de capacités solaire et éolienne ; atteindre 60% de véhicules électriques dans les ventes de nouvelles voitures ; atteindre la neutralité carbone pour tous les nouveaux bâtiments ;
- 2035 : production d'électricité à 100% zéro-émissions dans toutes les économies « avancées » ; fin de la vente de voitures avec moteur à combustion interne ; 50% des nouveaux camions sont électriques ;
- 2040 : dans le monde entier, fermeture de toutes les centrales au charbon ou au fuel ; atteindre une production d'électricité totalement zéro-émissions nettes ; dans l'aviation, atteindre 50% de combustibles à basses émissions ;
- 2045 : 50% des besoins de chaleur sont assurés par des pompes à chaleur ;
- 2050 : atteindre 70% de l'électricité d'origine solaire et éolienne ; 85% des bâtiments sont adaptés au zéro-carbone ; plus de 90% de la production industrielle lourde (ciment, acier, pétrochimie) est à basses émissions.

On prendra la pleine mesure du tournant du discours de l'AIE en constatant que son scénario « zéro-émissions nettes » (NZE) est plus ambitieux que la plupart des scénarios compilés par le GIEC dans son rapport spécial 1,5°C (2018). En ce qui concerne les secteurs de l'énergie et de l'industrie, par exemple, les émissions projetées en 2040 par le NZE sont inférieures aux émissions projetées à cette date dans la majorité des scénarios du GIEC. Même chose en ce qui concerne la quantité d'énergie qui serait encore produite à partir des fossiles en 2050 : dans les scénarios du GIEC sans

dépassement (ou avec un faible dépassement) du 1,5°C de réchauffement, il s'agissait de 184 Exajoules [5] ; le NZE de l'AIE est nettement au-dessous - 120 Exajoules d'énergie fossile. Carbon Brief a comparé ce chiffre à celui que Shell avançait dans son scénario « Sky 1.5C » (un autre exercice de *greenwashing*) : la multinationale misait sur la possibilité, en 2050, de produire encore 375 Exajoules d'énergie à partir des fossiles (dont 115 Exajoules à partir du gaz naturel). C'est trois fois plus que dans le scénario NZE de l'AIE [6].

Les pétroliers et autres fossiles semblent quelque peu surpris de voir que l'AIE, pour une fois, ne danse pas tout à fait comme ils sifflent. À ce sujet, le Financial Times rapporte les propos de Dave Jones, analyste du thinktank climatique Ember. Selon lui, l'appel de l'AIE à stopper immédiatement toute nouvelle prospection pétrolière ou gazière est « extrêmement surprenant étant donné l'histoire de l'Agence. Je ne pense pas que quiconque attendait cela de l'AIE. C'est un énorme tournant de leur part. Ils ont toujours été très pro-fossiles, alors venir avec quelque chose comme ça est juste étonnant. C'est vraiment un coup de couteau dans l'industrie des combustibles fossiles ».

Parler de « coup de couteau » est sans doute exagéré, mais le fait que l'échéancier de l'AIE soit focalisé principalement sur des restrictions et des interdictions à la production ne fait pas plaisir aux géants de l'énergie. Le big boss de Shell, Ben van Beurden, ne s'en est pas caché. Lors de la très récente assemblée annuelle des actionnaires, il a déclaré que, pour réduire les émissions, on ferait mieux de « mettre le focus sur la consommation, et pas sur la production ». Pour sa part, a-t-il déclaré, Shell continuera à forer dans des zones où elle est installée, comme le Golfe du Mexique. « Pour satisfaire la demande », bien entendu... [7] Merci patron !...

« Neutralité carbone » signifie « le profit avant le climat »

Ceci dit, le mouvement climat ferait une erreur monumentale s'il décidait d'applaudir le scénario zéro-émissions nettes de l'AIE, ou d'y voir « un pas dans la bonne direction. Pourquoi ? Parce qu'il s'agit d'un scénario « zéro émissions nettes », justement, et que « zéro émissions nettes » ne signifie pas « zéro émissions ». « Zéro émissions nettes » - on dit aussi « neutralité carbone » - est la formulation que les gouvernements ont adoptée dans les accords de Paris, afin de cacher un énorme tour de passe-passe. Celui-ci consiste tout simplement à ne pas respecter la trajectoire de réductions d'émissions nécessaires pour rester sous 1,5°C (voire même sous 2°C), à ne réduire les émissions que dans la mesure où c'est compatible avec le profit capitaliste (donc avec la sacro-sainte croissance du PIB), et... à balayer la différence sous le tapis par une série de subterfuges. Si on met de côté Bolsonaro et quelques autres climato-négationnistes fascisants, la plupart des gouvernements de la planète sont en train d'essayer de tromper les populations en leur tenant ce discours de la « neutralité carbone », alors que cette soi-disant neutralité veut dire en réalité « touche pas à ma croissance », « le profit avant le climat ».

Joe Biden a pris la tête du peloton en organisant « son » sommet sur le climat et en annonçant solennellement que les USA seraient « neutres en carbone » en 2050. Tous les autres, ou presque, lui emboîtent le pas [8]. Pourquoi ? Parce qu'il s'agit de sauver la légitimité chancelante du capitalisme, donc sa stabilité sociale, d'une part. Et, d'autre part, parce qu'il y a à la clé un enjeu économique colossal : le marché des technologies « propres » ou « bas carbone » appelées à remplacer très largement les fossiles (très largement mais pas du tout totalement, j'y reviendrai). Dans l'esprit de ces gouvernements et des groupes capitalistes qu'ils représentent, la COP26 sera la grande messe au cours de laquelle ils tenteront de trouver un accord sur cette politique - un accord entre bandits, dans lequel chacun essaiera évidemment d'en faire le moins possible... tout en donnant l'impression qu'il en fait plus que les autres...

Les subterfuges du capitalisme vert

Les subterfuges du capitalisme vert pour « balayer sous le tapis » la différence entre ce qui doit être fait pour arrêter la catastrophe et ce qui peut être fait pour la limiter dans le cadre capitaliste sont de plusieurs types. Pour rappel, les principaux sont les suivants [9] :

- déployer des « technologies à émissions négatives » (TEN) : des machines et des dispositifs qui retirent du carbone de l'atmosphère pour le stocker sous terre (sans garantie qu'il n'en ressortira pas massivement un jour ou l'autre). C'est ce qu'on appelle la capture-séquestration du carbone (CCS) ;
- combiner ces TEN et la CCS, par exemple en utilisant la Bioénergie avec capture-séquestration du carbone (BECCS) : au lieu de charbon, on brûle de la biomasse qui pousse en absorbant du CO₂, on capte ce CO₂ et on le stocke sous terre. À la longue, la concentration atmosphérique en CO₂ devrait baisser. Problème : les énormes superficies nécessaires à la culture de biomasse ;
- diversifier le discours en parlant non seulement d'énergie sans carbone mais aussi d'énergies « bas carbone » ou « basses émissions ». Cela fait plusieurs années que le GIEC s'est incliné devant les nucléocrates : du coup, l'énergie atomique, désormais, est classée officiellement comme « bas carbone ». Le même processus est en cours pour l'hydrogène « bleu », autrement dit l'hydrogène obtenu à partir du gaz naturel (donc émetteur de CO₂) ;
- augmenter l'absorption naturelle du CO₂ par la photosynthèse (on plante de grandes quantités d'arbres... sans songer ni à l'impact sur la biodiversité, ni au fait que l'absorption ne durera forcément que quelques décennies... et sans comptabiliser les émissions en cas d'incendie de forêt !) ;
- acheter de prétendus « droits d'émission » venant d'investissements soi-disant « propres », ou de l'accaparement des forêts dans les pays du Sud (au détriment des populations locales, notamment des peuples indigènes)... alors que de nombreuses études ont montré que la majorité de ces droits ne correspondent pas à des réductions réelles d'émissions ;
- mettre en orbite des particules qui réfléchiront le rayonnement solaire vers l'espace (« géoingénierie »). C'est la pire de toutes ces « solutions » d'apprentis-sorciers, car elle peut être mise au service de la géostratégie des grandes puissances ; de plus, elle ne réduit pas la quantité de CO₂ dans l'atmosphère (l'acidification des océans se poursuit donc). Elle semble exclue pour le moment, mais reviendra sur le tapis quand on constatera que les autres subterfuges ci-dessus n'arrêtent pas la catastrophe.

Le diable est dans les détails

Le plan NZE de l'AIE est une concrétisation systématique de cette politique, liée à un agenda de mise en œuvre. Le fait que ce plan dérange certains intérêts établis du capital fossile n'en fait pas une alternative acceptable pour le genre humain. C'est très clair lorsqu'on se penche sur les différentes implications concrètes du scénario. Comme on dit, le diable est dans les détails :

- La part du nucléaire dans le bouquet énergétique mondial doit plus que doubler d'ici 2050 (de 29 EJ en 2020 à 61 EJ en 2050), essentiellement dans les pays du Sud ; le nucléaire sera alors la deuxième plus importante source d'électricité après les renouvelables (10% du bouquet énergétique environ) ; selon l'AIE, « les nations doivent (*sic*) agir rapidement pour étendre la durée de vie des

centrales nucléaires existantes ou en développer de nouvelles » ;

- l'AIE met en exergue le fait que les renouvelables deviendront la première source d'énergie en 2035... Mais ce fait tend à en escamoter un autre : en 2050, selon NZE, un peu plus d'un cinquième de l'énergie globale sera toujours d'origine fossile, notamment pour alimenter les cimenteries, la sidérurgie et la pétrochimie ;
- un cinquième de fossiles est évidemment mieux que quatre cinquièmes (c'est la part actuelle). Cela fait passer les émissions mondiales annuelles de CO₂ de 36Gt à 7,6 Gt. Mais, pour respecter le « zéro émissions nettes », ces 7,6 Gt doivent être capturées pour être injectées sous terre (dans des réservoirs dont l'étanchéité ne peut être garantie, répétons-le) ;
- l'utilisation de biomasse sera multipliée par six d'ici 2050 : elle produira 102 Exajoules d'énergie (NB en passant : ce chiffre est supérieur à limite de soutenabilité de cette utilisation de la biomasse, fixée par le GIEC à 100 Exajoules). Une part non négligeable de l'électricité produite par combustion du charbon sera produite par combustion de biomasse avec capture et séquestration du carbone (c'est la BECCS) ; 1,3 Gt de CO₂ s'ajouteront ainsi chaque année aux 7,6 Gt à injecter sous terre du fait de l'utilisation de la CCS dans l'industrie ;
- cette augmentation de la part de la biomasse nécessitera d'augmenter les superficies affectées aux cultures énergétiques (l'AIE prône en particulier les cultures industrielles à rotation courte, comme les saules et les *miscanthus*). Il faudrait passer de 330 millions d'hectares (Mha) à 410 Mha (une augmentation de 25%). Cela équivaut à près d'un tiers des terres agricoles en culture permanente (1,500Mha). La pression va donc augmenter gravement sur la biodiversité, sur les ressources en eau et sur l'utilisation des terres. Socialement, les plus faibles (communautés paysannes et peuples pasteurs, notamment) en feront les frais [\[10\]](#) ;
- L'éolien et le solaire seront les piliers des renouvelables, à travers la construction de parcs géants (car la concentration et l'appropriation capitaliste de ces ressources naturelles gratuites conditionnent les surprofits des multinationales !). L'objectif, pour le solaire, serait d'installer chaque jour en 2030 l'équivalent du parc actuel, et plus encore les années suivantes. Ce n'est pas tout : la part de l'hydroélectricité doublera d'ici 2050. L'AIE ne le précise pas mais on peut supposer qu'elle mise surtout sur la construction de grands barrages. Or, ceux-ci ne constituent pas une source renouvelable (ils se comblent de sédiments au fil du temps). Qu'à cela ne tienne : si le nucléaire peut être dit « bas carbone », pourquoi ne pourrait-on pas dire des barrages géants qu'ils sont « renouvelables » ?
- La part de l'hydrogène « bas carbone » doit être multipliée par seize en 2030 et par cinquante-sept en 2050 (!) pour atteindre 13% de l'énergie finale en 2050. Selon le plan de l'AIE, la moitié de cet hydrogène, en 2030, devrait être « vert », c'est-à-dire produit par électrolyse de l'eau (ou à partir d'autres sources - des algues par exemple - n'émettant pas de CO₂). La part d'hydrogène « vert » monterait à 62% en 2050. A supposer que ces objectifs soient atteignables (c'est fort peu probable, j'y reviendrai), il en résulte que 38% de l'hydrogène « bas carbone » serait produit avec émissions de CO₂. Mais on connaît la solution de l'AIE : capture-séquestration, hop ! ...

Maquiller le dépassement du 1,5°C

Même en déployant au maximum les subterfuges du « zéro émissions nettes » grâce aux « miracles de la technologie », la concrétisation du scénario de l'AIE est loin d'être évidente... notamment du point de vue technologique. À cet égard, en effet, l'Agence distingue deux phases. Jusqu'en 2030, dit-elle, les technologies nécessaires au NZE existent. Mais au-delà de 2030, alors qu'un rôle clé doit

être joué par la CCS et par l'hydrogène « vert », 55% des réductions cumulatives d'émissions attribuées respectivement à ces technologies n'existent aujourd'hui qu'au stade de la démonstration, voire même du prototype. En clair : on n'a aucune certitude que ça marchera. Par ailleurs, on l'a vu, les objectifs à atteindre en matière de déploiement du solaire, de l'éolien et d'isolation-rénovation des bâtiments, notamment, sont extrêmement contraignants.

Même sans sortir de la logique capitaliste, il serait rationnel, pour les atteindre, de miser sur la planification publique, sur les investissements publics, sur le développement du secteur public, sur la recherche publique et sur une authentique participation citoyenne. Mais il n'est pas question de cela pour l'AIE. La « participation citoyenne », pour l'Agence, cela veut dire que les gouvernements prennent des mesures d'incitation et de contrainte pour orienter « le consommateur ». Quant aux capitalistes, ils n'ont pas trop à s'en faire car le scénario NZE est basé notamment sur deux principes néolibéraux qui sont la « neutralité technologique » (les technologies sont mises en œuvre en fonction des coûts, selon les lois du marché, les frais de la recherche sont pour la collectivité, les profits pour le privé), d'une part, et la « transition ordonnée » (qui évite au maximum les destructions de capital avant amortissement) [11] d'autre part.

Il est grand temps de déconfiner nos luttes

On est typiquement dans la logique culpabilisation/répression du néolibéralisme autoritaire, telle qu'elle s'est accélérée dans la réponse à la pandémie. Dans le scénario de l'AIE, cette logique se couple au pari, caractéristique du capitalisme, sur l'arrivée providentielle d'un *deus ex machina* technologique. Mais, cette fois-ci, il est fort probable que le *deus ex machina* n'arrivera pas à temps. C'est très clair dans le débat sur l'hydrogène : sa production par électrolyse de l'eau serait effectivement une solution « verte », mais les coûts sont extrêmement élevés. Dans les faits, « neutralité technologique » oblige, les capitalistes auront donc recours à l'hydrogène « bleu »(12). Autrement dit : le « Zéro émissions nettes » de l'AIE n'est pas un scénario évitant le « dépassement temporaire » du 1,5°C. C'est plutôt un tentative de cacher le fait 1°) que ce « dépassement » est inévitable si l'humanité ne rompt pas à la fois avec le tout au marché néolibéral et avec le productivisme capitaliste ; 2°) que ce dépassement, loin de n'être que « temporaire », a au contraire de grandes chances d'enfoncer le genre humain dans un désastre d'une ampleur inimaginable. Oui, il est temps, grand temps, de déconfiner nos luttes ! Par exemple en répondant à l'appel de « Komité Centrales », cette coalition (dont la Gauche anticapitaliste fait partie) qui refuse le choix, en Belgique, entre la peste des centrales nucléaire et le choléra des centrales à gaz(13).

Daniel Tanuro

P.-S.

• Gauche anticapitaliste (Belgique). 21/05/2021 :
<https://www.gaucheanticapitaliste.org/chien-de-garde-des-fossiles-laie-pose-les-pieges-du-zero-emissions-nettes/>

Notes

[1] <https://www.iea.org/reports/net-zero-by-2050>

[2] <https://www.theguardian.com/environment/2021/may/17/greenland-ice-sheet-on-brink-of-major-tipping-point-says-study>

[3] <https://www.la Tribune.fr/entreprises-finance/industrie/energie-environnement/conseil-de-l-arctique-l-affrontement-attendu-entre-etats-unis-et-russie-debute-ce-mercredi-soir-884981.html>

[4] <https://www.carbonbrief.org/analysis-chinas-carbon-emissions-grow-at-fastest-rate-for-more-than-a-decade>

[5] valeur médiane.

[6] Carbon brief, 18/5/2021,
https://www.carbonbrief.org/iea-renewables-should-overtake-coal-within-five-years-to-secure-1-5c-goal?fbclid=IwAR2xvyEpMYVoI6G8zHxKSx-QZeUM4EGx_FlkOdMAiI36oz34fJMW7C_v34

[7] FT, 18/5/2021.

[8] Parfois de façon comique : le premier ministre nippon, par exemple, s'est engagé de façon tout à fait improvisée à passer de 26% de réduction d'émissions en 2030 à 46%. Stupéfaction dans l'archipel, où aucun responsable politique n'avait encore évoqué cet objectif...
<https://korii.slate.fr/et-caetera/climat-energie-promesses-japon-co2-panique-experts-centrales-reacteurs-nucleaires>

[9] Pour une présentation plus détaillée, voir mon ouvrage « Trop tard pour être pessimistes. Ecosocialisme ou effondrement. Ed Textuel, 2020

[10] Plus de 3000 Mha sont affectés au pâturages pour le bétail. Le sens commun commanderait de s'en prendre à l'industrie de la viande, mais c'est un lobby puissant ; dans la logique capitaliste qui est celle de l'AIE, il sera plus facile de saisir les terres des peuples d'éleveurs nomades qui, souvent, n'ont aucun titre de propriété au regard du droit bourgeois.

[11] désignées par l'expression « stranded assets »